



Regard sur le secteur sociojudiciaire

Faits saillants 2022-2023

- Le volet sociojudiciaire prend de l'expansion.
- La dernière année a été marquée par l'important développement de ce volet au sein du service de la formation, notamment grâce au financement du ministère de la Justice du Québec et au partenariat avec l'École nationale de police du Québec (ENPQ).

L'offre de formation s'est diversifiée et déployée grâce à :

- La création de la cyberformation « Accompagner l'enfant victime de violence sexuelle et ses proches à travers la trajectoire sociojudiciaire »;
- La mise en œuvre d'un plan de développement pour la formation sur l'entrevue non suggestive à l'aide du protocole NICHDR-révisé;
- La participation de l'équipe de Marie-Vincent à divers colloques et événements, comme le lancement de la programmation du Tribunal spécialisé et le congrès de la société de criminologie du Québec.

Cet accroissement constant de l'offre de services permet de mieux répondre aux besoins de formation des professionnel-le-s du milieu sociojudiciaire qui interviennent auprès des jeunes victimes de violence sexuelle.

L'impact de notre programmation sociojudiciaire

Notre programmation sociojudiciaire contribue à sensibiliser les participant-e-s à l'étendue des enjeux vécus tout au long de la trajectoire sociojudiciaire par les enfants victimes de violence sexuelle et leurs proches.

Après nos formations, les participant-e-s seront en mesure de/d' :

- Comprendre les multiples contextes et les différents types de dévoilement de violence sexuelle;
- Reconnaître les capacités cognitives et la suggestibilité chez l'enfant;
- Accompagner l'enfant et ses proches de façon à diminuer les risques de victimisation secondaire durant la trajectoire sociojudiciaire;
- Composer avec la résistance des enfants;
- Maîtriser les étapes d'une entrevue non suggestive.

Public cible

Tou-te-s les professionnel-le-s qui interagissent avec l'enfant dans sa trajectoire sociojudiciaire : personnel du CAVAC, de l'aide juridique, de la Couronne, des DPJ, les enquêteur-ric-e-s, les avocat-e-s des organismes communautaires du secteur, le personnel de l'intervention médicosociale, les services psychothérapeutiques et les organismes communautaires.

Notre offre

466 personnes formées

Formations

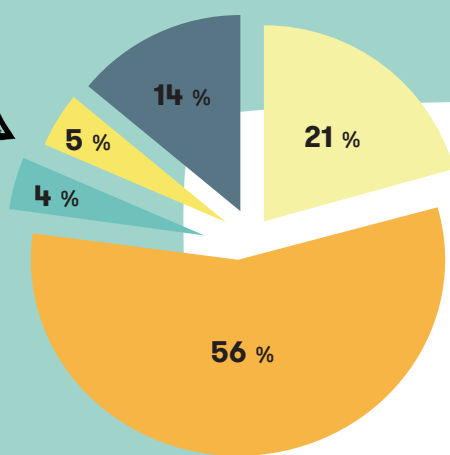
- Victimologie de l'enfant victime de violence sexuelle (6 h) - dispensée à l'ENPQ
- Entrevue non suggestive à l'aide du guide NICHDR-révisé (5 jrs) - dispensée à l'ENPQ et aux DPJ
- Atelier post-formation NICHDR (3 h) - dispensée aux DPJ
- Journée mise à jour : entrevue non suggestive à l'aide du protocole NICHDR-révisé (6,5 h) - dispensée à la Sûreté du Québec

Cyberformations

- Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences (2 h)
- À venir : Accompagner l'enfant victime de violence sexuelle et ses proches à travers la trajectoire sociojudiciaire (2 h)

Ces deux cyberformations sont reconnues par le Barreau du Québec aux fins de la formation continue obligatoire.

Personnes formées

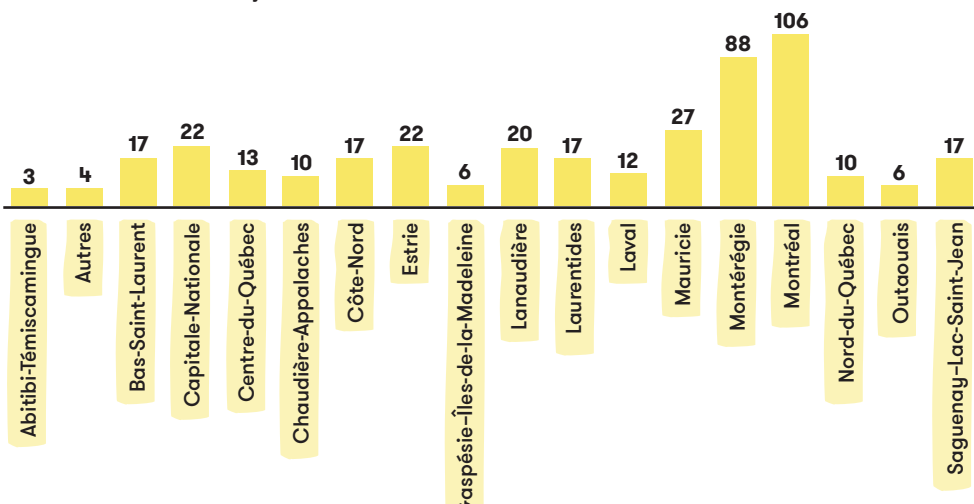


- Victimologie de l'enfant victime de violence sexuelle
- Entrevue non suggestive à l'aide du guide NICHDR-révisé
- Atelier post-formation NICHDR
- Journée mise à jour : entrevue non suggestive à l'aide du guide NICHDR-révisé
- Les connaissances de base sur la violence sexuelle envers les jeunes et ses conséquences

Quelques faits saillants

- Durant la période 2022-2023, Marie-Vincent a dispensé **26** formations sur l'entrevue non suggestive à l'aide du protocole NICHDR-révisé.
 - 17 ont été dispensées à l'École nationale de police du Québec (ENPQ)
 - 9 ont été dispensées au sein des Directions de la protection de la jeunesse (DPJ)
 - Au total, il s'agit de **262** personnes qui ont été formées en 2022-2023 : **195** enquêteur-ric-e-s et **67** intervenant-e-s des DPJ
- L'offre de cyberformations permet sans conteste de rejoindre un bassin géographique d'apprenant-e-s provenant de l'entièreté des régions du Québec. Nous avons rejoint **417** apprenant-e-s, dont **65** provenant spécifiquement du milieu sociojudiciaire.

Taux de participation aux cyberformations par région



- Une présentation au Centre communautaire juridique de Montréal (CCJM) a été réalisée en septembre 2022. Ce sont plus de **150** avocat-e-s et membres administratifs qui ont participé à la conférence.
- Marie-Vincent a présenté son offre de cyberformations lors du lancement de la programmation des formations du tribunal spécialisé en février 2023. Ce sont près de **100** professionnel-le-s qui ont participé à la conférence.

Services-conseils

Les professionnel-le-s du secteur sociojudiciaire, du réseau de la santé et des services sociaux et des organismes communautaires associés ont accès à une ligne de services-conseils. Le nombre d'appels, tous secteurs confondus, a plus que doublé cette année avec un total de **535** appels!

Grâce à ce service, nos cliniciennes ont pu renseigner, guider et accompagner les professionnel-le-s dans leurs interventions auprès des jeunes.

Commentaires des participant-e-s

« La formation de mise à jour a été un rappel nécessaire sur l'objectif des différentes étapes du protocole et sur le risque de certains types de questions durant nos entrevues. »

« La formation m'a permis d'acquérir plusieurs stratégies pour faire face à l'évitement des questions et m'a fait réaliser la suggestibilité dans la conduite de mes entrevues! »

« J'ai appris beaucoup sur la psychologie de l'enfant/famille et sur la victimisation secondaire. »

« J'ai beaucoup apprécié que la formation parle du trauma vicariant et de la santé mentale auprès des intervenants dans le système. »

Pour toute demande d'information concernant le projet : formation@marie-vincent.org

4100, rue Molson, 3^e étage
Montréal (Québec) H1Y 3N1

265, boul. D'Anjou, bureau 201
Châteauguay (Québec) J6J 5J9

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505

Montréal : 514 285-0505



Avec la participation financière de :

Justice Québec